

Réunion du conseil PCQVP, 3 avril 2017, Londres/PROCÈS-VERBAL

Conseil

Carlo Merla, président (CM)

Aroa de la Fuente, FUNDAR, liaison auprès du conseil mondial (AF)

Alan Detheridge, trésorier (AD)

Marcela Rozo, Governance Global Practice, Banque mondiale (MR)

Ali Idrissa, PCQVP Niger

Secrétariat PCQVP

Elisa Peter, directrice exécutive (EP)

Stephanie Rochford, gestionnaire de programme (SR)

Caroline Macleod, directrice des finances et de l'exploitation (CJM)

Invités/observateurs

Sarah Pray, Open Society Foundations (SP)

Liz Steele, consultante (LS)

Philippa Forsythe, consultante (PF)

Excusés

Claire Spoons, Oxfam GB (CS)

1 Résumé des actions clés

Action	Responsable	Date limite
Vérifier si l'assurance responsabilité des administrateurs s'étend à d'autres juridictions ; ou si d'autres assurances sont requises et peuvent être obtenues en relation avec l'établissement d'une présence dans l'UE	CJM	Avant de prendre la décision de s'inscrire dans un pays de l'UE
Confirmer si un plan d'économies en Belgique s'applique aux organismes à but non lucratif	CJM	Avant de prendre la décision de s'inscrire dans un pays de l'UE
Évaluer soigneusement les risques et responsabilités liés à la création et à la gestion de 2 nouvelles entités légales (branche commerciale, entité dans l'UE, etc.) afin d'augmenter notre capacité d'attirer des financements de l'UE et d'autres sources	CJM	Avant de prendre la décision de s'inscrire dans un pays de l'UE
Explorer davantage la mise en place d'un « Stichting » aux Pays-Bas et procéder dès que possible s'il n'y a pas d'autres préoccupations	CJM	Non spécifié/dès que possible

Finaliser la stratégie de financement à la lumière des observations du conseil d'administration et des commentaires	CJM	D'ici la prochaine réunion du conseil d'administration
Prioriser le recrutement de nouveaux postes pour le secrétariat de PCQVP, surtout les rôles de haute direction, en 2017	EP	D'ici septembre 2017
Finaliser le projet de politique et de collecte de fonds conjointe, y compris les critères de sélection, et le publier sur le site Web de PCQVP une fois approuvé	SR	D'ici la prochaine réunion du conseil d'administration
Faire circuler la proposition de rotation au sein du conseil pour approbation par le conseil mondial	AF	5 avril 2017
Projet de proposition pour de nouvelles élections/sélections du conseil	CJM et EP	30 juin 2017
Élaborer une politique de rémunération et des avantages sociaux	CJM et EP	
Planifier une téléconférence du conseil d'administration et la prochaine réunion en personne du CM/CA. La réunion de décembre du CA aura lieu à Londres, avec plusieurs membres participant par visioconférence	Secrétariat	30 juin 2017

2 Résumé des décisions clés

- Budget révisé pour 2017 approuvé
- PCQVP immatriculera une filiale au Royaume-Uni pour recevoir certains types de financements hors subventions
- Mise en œuvre de la nouvelle échelle de salaires et de rémunération

3 Accueil et présentation

La séance s'est ouverte à 9 h 08.

Le président a souhaité la bienvenue aux membres du CA et a invité ceux qui ne s'étaient pas rencontrés auparavant à se présenter. Le président a invité tous les membres du CA à remplir et signer la déclaration de conflits d'intérêts ; et d'annoncer lors de la réunion tout conflit d'intérêts potentiel lié à l'ordre du jour d'aujourd'hui.

Le président a évoqué l'ordre du jour et il a été adopté. Le CA a décidé d'adopter le procès-verbal de la dernière réunion. Il a été confirmé que les termes de référence du rôle de liaison CM/CA ont été mis à jour comme requis dans le cadre de l'examen du manuel de gouvernance. Toutes les autres mesures adoptées lors de la dernière réunion ont été examinées. CJM a confirmé que le manuel financier sera examiné dans les prochains 9 mois par le sous-comité en charge des finances.

4 Options d'immatriculation dans l'UE

Liz Steele (consultante) a rejoint la réunion par Skype pour présenter les conclusions de son étude sur les avantages et les inconvénients pour PCQVP de mettre en place une structure à but non lucratif dans l'UE à la suite de la décision prise en juin 2016 par le Royaume-Uni de quitter l'UE. Il a été noté que l'article 50, la déclaration formelle par le Royaume-Uni de son intention de quitter l'UE, a été déclenché par la première ministre britannique. Il a été noté que l'accès immédiat au financement de l'UE ne serait pas forcément possible, puisque l'obligation est normalement de démontrer un bilan sur trois ans pour être en mesure d'y accéder.

Le CA a discuté de diverses questions connexes, y compris les coûts liés à l'emploi, y compris si les économies en coûts de l'emploi en Belgique sont applicables aux structures à but non lucratif ; les structures de gouvernance ; l'assurance-responsabilité des administrateurs ; le fardeau administratif et juridique de la gestion de plusieurs entités juridiques ; et le potentiel de favoriser des relations stratégiques avec les ONG sur le terrain.

EP a précisé que nous envisageons d'en immatriculer une dans une juridiction et de fonder un bureau dans une autre. EP a demandé que le CA examine les conséquences de l'immatriculation sur notre réputation, et de réfléchir sur les implications d'avoir plusieurs entités juridiques à gérer.

AD a proposé que le secrétariat étudie davantage la mise en place d'une entité dans les Pays-Bas ; et qu'une immatriculation soit effectuée dans ce pays si aucun autre problème n'est décelé. La motion a été appuyée par CM et a été approuvée.

5 Rapport du sous-comité en charge des finances, de la collecte de fonds et des audits

Le rapport financier 2016 a fait l'objet de discussions et a été considéré comme satisfaisant. Le sous-comité en charge des finances, de la collecte de fonds et des audits recommande que la réserve soit fixée à l'équivalent de trois mois de frais de fonctionnement, ce qui donne 255 000 £, avec un objectif d'atteindre le niveau requis en deux ans. Cela a été approuvé par le conseil d'administration.

Le trésorier (AD) a invité le CA à examiner la façon de prioriser le recrutement des nouveaux rôles approuvés dans l'organigramme révisé. Le CA a partagé les points de vue de ses membres et a accepté de soutenir la décision finale prise par la DE sur le type de recrutement à prioriser. Certains membres du CA ont souligné les avantages associés au fait d'accélérer le recrutement d'un directeur des initiatives mondiales et de l'impact en 2017. AD a proposé d'approuver le budget révisé de 2017 et CM a appuyé la proposition. CM a proposé d'approuver la politique en matière de réserves et AD a soutenu cette proposition. La DFE a informé le CA que l'audit aurait lieu à la fin du mois de mai, avec la publication du rapport annuel 2016 prévue pour juillet.

Le CA a discuté de la nécessité d'établir une filiale de PCQVP afin d'atteindre une plus grande souplesse pour être en mesure de recevoir certains types de financements hors subventions. Le trésorier (AD) a proposé que le secrétariat immatricule une filiale de PCQVP au Royaume-Uni à des fins de calendrier, budgétaires et administratives. La motion a été appuyée par AF et a été approuvée.

6 Stratégie de financement

EP a reconnu l'importance du soutien reçu par PCQVP depuis de nombreuses années de la part de donateurs de base. Cependant, il est estimé que PCQVP doit être plus proactive s'agissant de sa viabilité financière à long terme via une stratégie de financement mieux réfléchi. EP a résumé la proportion actuelle et prévue des fonds à partir de PCQVP provenant de financement avec et sans restrictions ; la dépendance à l'égard des donateurs ; les types de donateurs approchés par PCQVP ; et certains des risques associés à la collecte de fonds.

Le CA a été invité à partager ses commentaires. Le secrétariat a été invité à tirer parti du financement de base pour collecter des fonds avec restrictions via des financements/cofinancements de contrepartie ; pour diversifier les sources de financement ; et assurer le recouvrement complet des coûts. Il a été noté que le défi posé par un financement restreint est de démontrer des résultats à court terme, ce qui requiert des stratégies spécifiques et une approche au projet conçue sur mesure. Il a été reconnu que le prochain processus d'examen et de planification stratégique devrait offrir des possibilités de collecte de fonds parmi les nouveaux donateurs pour les nouveaux domaines de travail. Certains membres du CA ont également exprimé le souhait de voir de plus nombreuses réaffectations de subventions par le secrétariat aux coalitions nationales afin de renforcer le mouvement dans son ensemble.

7 Politique en matière de collecte de fonds conjointe et de réaffectation de subventions

SR a présenté une mise à jour sur le projet de politique en matière de collecte de fonds conjointe et de réaffectation des subventions, notamment les critères d'admissibilité, le processus d'approbation et le seuil de financement des coalitions. Il a été proposé que l'approbation pour le processus de réaffectation passe généralement par l'approbation par le CA du budget annuel et que le secrétariat élabore des lignes directrices internes, y compris des critères détaillés, pour la mise en œuvre de la politique. Tous ont convenu que la transparence du processus de collecte de fonds conjointe et de réaffectation des subventions a été primordiale pour garantir les meilleures pratiques et la reddition de comptes. La politique sera publiée en ligne une fois sa version définitive tranchée. AI a suggéré qu'un sous-comité du CA soit créé pour assurer la supervision du processus de réaffectation des subventions. Il a également été recommandé que les principes, les critères d'admissibilité et d'autres exigences relatifs aux donateurs soient communiqués clairement aux coalitions préalablement à tout projet de collecte de fonds conjointe.

8 Rotation au sein du CA

AD a présenté une proposition de rotation au sein du CA pour assurer la mémoire institutionnelle et la continuité, notant que les membres du conseil d'administration sont limités à deux mandats. Les membres du CA ont discuté du nombre optimal de mandats et de la taille optimale du conseil. Le CA a convenu que pour l'actuel conseil d'administration seulement (qui est également le premier CA de PCQVP), la rotation devrait consister en deux mandats de quatre ans chacun, avec trois ou quatre membres actuels du conseil d'administration quittant le conseil avant 2020. Le comité exécutif du CA sera responsable du processus de recrutement du CA, avec le soutien administratif du secrétariat, pour identifier et sélectionner les candidats potentiels sur la base de l'analyse des lacunes en matière de compétences. Le CA a décidé de demander l'approbation de cette méthode proposée par le conseil mondial lors de sa réunion d'avril 2017.

9 Évaluation des risques

CJM a présenté un aperçu du registre des risques de PCQVP, y compris une analyse des « points chauds ». Le secrétariat a proposé un certain nombre de changements quant à la probabilité de survenance de certains risques (où la probabilité est réputée avoir été réduite). Le CA est heureux de constater que le secrétariat est en train de mettre en place des stratégies efficaces d'atténuation et d'évaluation des risques.

10 Mise à jour sur l'évaluation des RH

Le président a souligné les résultats escomptés de l'analyse des RH, y compris que PCQVP soit en mesure d'attirer et de retenir du personnel disposant des compétences et de l'expérience nécessaires pour soutenir un réseau mondial et diversifié. La consultante, PF, a présenté la méthodologie retenue pour le scoring des postes et les comparaisons de salaires, ainsi que les hypothèses qui ont été formulées dans l'analyse finale. Le CA a noté que le processus a été très solide et a constitué un tremplin vers un système plus juste et plus transparent. Une motion a été proposée par CM d'approuver la méthodologie et la majorité des hypothèses, avec une réserve s'agissant d'examiner toutes les hypothèses selon les besoins dans le cadre du budget approuvé. La motion a été appuyée par AD et a été approuvée.

11 Prochaine réunion

Le CA se consultera selon les besoins d'ici la fin d'avril ; prendra part à une téléconférence en juillet ; et à la réunion conjointe CM/CA en octobre. Le CA a convenu que certains de ses membres se joindront à la prochaine réunion à Londres en décembre par vidéoconférence.

La séance s'est clôturée à 16 h 11.